



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 28/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FREUDENBERG

BP8
42210 Saint-André-Le-Puy

Références : UiD4243-DSSP-024-0383
Code AIOT : 0006105022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement FREUDENBERG implanté 217 rue des Sagnes - BP 8 - 42210 Saint-André-le-Puy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'effectue dans le cadre du Plan pluriannuel de contrôle. Le site n'est plus en fonctionnement. Un arrêté de 2016 encadre la surveillance du site. Compte tenu de la détection régulière de pollution en COHV sur un piézomètre de surveillance du site, il a été proposé une visite d'inspection pour faire le point sur cette pollution.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FREUDENBERG
- 217 rue des Sagnes - BP 8 - 42210 Saint-André-le-Puy
- Code AIOT : 0006105022
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La société FREUDENBERG a exploité sur le site de Saint-André-le-Puy une unité de fabrication de

flexibles de freins et de pièces moulées et caoutchouc. Cet établissement a été autorisé par un arrêté préfectoral du 21 mars 1989, qui visait notamment la rubrique 251-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (emploi de liquides halogénés pour dégraissage et nettoyage), devenue rubrique 1175, activité susceptible d'être à l'origine de la pollution en COHV qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral de surveillance de la nappe d'eau souterraine.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi des eaux souterraines	AP Complémentaire du 30/05/2016, article 3	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 11/07/2024, article R.512-75-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

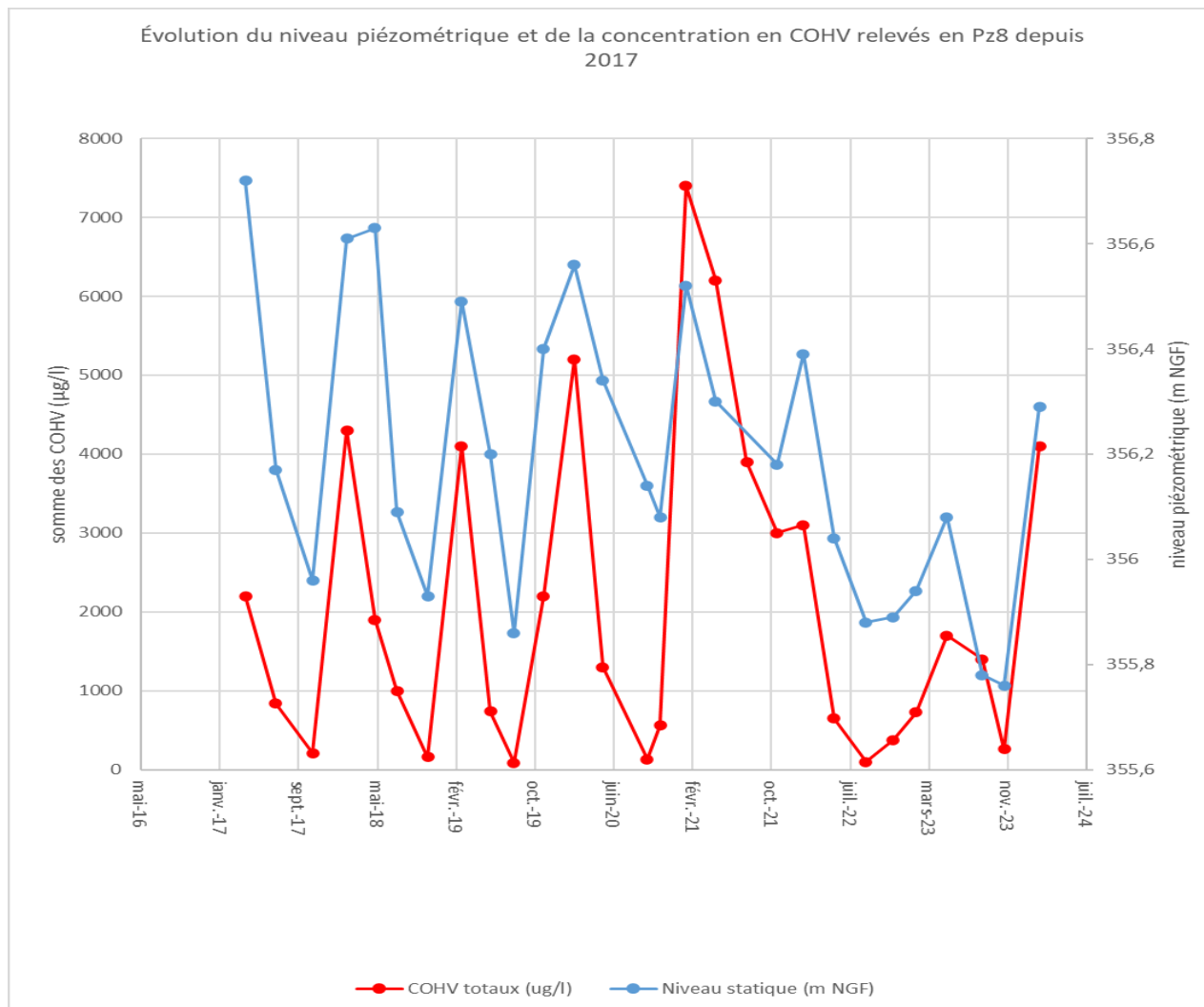
Il est attendu que la société Freudenberg propose un plan d'actions pour délimiter la source de pollution des eaux souterraines détectée autour du piézomètre Pz8.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/05/2016, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, sites et sols pollués
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH, • conductivité, • niveau piézométrique, • COHV (à minima ceux retenus par l'Étude Détaillée des Risques (001-RP/FRE146-V1-02) p.42. <p>Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.</p> <p>Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable, causes possibles des variations...), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.</p> <p>La fréquence des prélèvements sera trimestrielle pour le piézomètre Pz8.</p> <p>La fréquence des prélèvements sera semestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux pour les piézomètres Pz1, Pz5 et Pz7.</p> <p>Les analyses passeront en fréquence trimestrielle en cas de dépassement d'un des seuils ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dichloroéthane 100 µg/l • Dichloroéthylène 30 µg/l • Dichloroéthylène cis 2 000 µg/l • Tétrachloroéthylène 200 µg/l • Tétrachlorométhane 3 µg/l • Trichloroéthane 2 000 µg/l • Trichloroéthylène 500 µg/l • Chlorure de vinyle 20 µg/l. <p>Pour le piézomètre Pz4, 4 campagnes de prélèvements à intervalle trimestriel seront réalisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral encadrant la surveillance de la nappe. Sur la dernière campagne d'analyse, les concentrations observées restent dans les gammes de valeurs habituellement observées. Au droit de l'ouvrage Pz8, et depuis 2017, des variations</p>

importantes des concentrations sont observées, elles semblent liées aux variations saisonnières des niveaux piézométriques. Après une diminution des concentrations en 2023, les concentrations mesurées en février 2024 sont à nouveau du même ordre de grandeur que la période 2020-2022. À noter, les dépassements des seuils hauts pour le 1,1-dichloroéthylène et le trichloroéthane.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En termes de concentration en COHV relevée autour du Pz8, la variabilité saisonnière laisse à penser que la source de pollution se situerait dans la zone de battement de la nappe. Les concentrations maximales annuelles n'ont pas significativement évolué depuis le début des relevés. Il est donc attendu que l'exploitant propose un plan d'actions pour mieux délimiter cette source de pollution.

Type de suites proposées : remise d'un plan d'action sous 3 mois pour traiter la pollution en COHV autour du Pz8

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2024, article R.512-75-1

Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité

Prescription contrôlée :

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

Constats :

Lors de la visite sur le terrain, il a été constaté que les anciens bâtiments étaient accessibles.

En effet, l'accès au site est commun avec l'entreprise Flexitech.

Lors des horaires d'ouverture de cette entreprise, le portail d'accès est laissé ouvert permettant un accès aux anciens bâtiments. L'accès aux bâtiments avait été sécurisé par Freudenberg qui avait condamné les différentes ouvertures. Cependant, il a été constaté que des intrusions avaient eu lieu et que l'accès aux bâtiments était de nouveau possible.

Lors de la cessation d'activité, Freudenberg avait respecté ses obligations en termes de mise en sécurité. Freudenberg a ensuite revendu son site. Le propriétaire (Arnaud) n'a pas entretenu le site qui présente des risques en cas d'intrusion.

Un courrier au propriétaire lui rappelant ses obligations en termes de mise en sécurité sera rédigé.

Type de suites proposées : Sans suite